

TABLE DES MATIÈRES

Préface	9
Liste des principales abréviations	11
Sommaire	15
Introduction	17

PREMIÈRE PARTIE ÉLÉMENTS DE LA QUALIFICATION D'INVESTISSEMENT

TITRE I LA RÉALISATION D'UN APPORT

Chapitre I : L'acquisition d'un bien	39
Section I : L'investissement peut prendre la forme de l'acquisition d'un bien	
I. L'indifférence quant à la nature du bien	40
A. La possibilité d'investir dans un bien consommable	40
1. Les stocks envisagés <i>ut singuli</i>	41
2. Les stocks envisagés <i>ut universi</i>	43
B. La possibilité d'investir dans un bien financier.....	44
1. La relativité de la notion comptable de formation brute de capital fixe	44
2. La pertinence de la notion juridique d'investissement.....	46
a. L'investissement financier dans la réglementation des investissements étrangers.....	46
b. L'investissement financier dans la convention de Washington.....	49
II. L'indifférence quant à l'existence d'un pouvoir sur le bien	52
A. La qualification d'investissement n'est pas subordonnée à l'acquisition d'un pouvoir	53
1. Droit de l'investissement étranger	53
2. Droit international de l'investissement	55
B. La qualification d'investissement n'est pas exclue du fait de l'acquisition d'un pouvoir	59
1. L'absence de droits politiques, élément caractéristique de la catégorie législative des certificats d'investissement	60
2. L'absence de pouvoir, élément distinctif de la catégorie	

	doctrinale des « investisseurs ».....	61
Section II	L'investissement ne prend pas nécessairement la forme	
	de l'acquisition d'un bien.....	64
I.	L'indifférence quant à l'appropriation du bien objet de l'investissement..	64
A.	Relativité de la notion fiscale d'immobilisation.....	65
B.	Pertinence de la notion comptable d'immobilisation	68
	1. La modification de la logique comptable	68
	2. L'évolution corrélative de la notion d'immobilisation	71
II.	L'indifférence quant à l'attribution même d'un bien en contrepartie	
	de l'investissement	73
A.	L'existence d'investissements offrant une contrepartie incertaine..	73
	1. L'appréhension des frais de recherche et développement	
	en comptabilité	74
	a. L'inscription en immobilisation	74
	b. La comptabilisation en formation brute de capital fixe ..	75
	2. L'appréhension des frais de recherche et développement	
	en droit du marché	76
	a. L'exemption par catégorie des accords de recherche	
	et développement	77
	b. La protection juridique de la recherche	
	et développement médicale	78
B.	L'existence d'investissements dépourvus de contrepartie	80
	1. L'exemple de l'investissement de formation	80
	2. L'exemple de l'investissement publicitaire	81
Chapitre II	L'engagement d'une valeur	85
Section I	L'investissement porte sur une valeur	85
I.	La diversité des formes.....	85
A.	Le modèle de classification tripartite	86
B.	La reproduction du modèle de classification tripartite	88
	1. Les apports en numéraire, en nature et en industrie en droit	
	de l'investissement	88
	2. L'investissement financier, matériel ou humain en droit	
	de la propriété intellectuelle.....	90
II.	La constance quant à la valeur.....	92
A.	L'exigence d'une valeur.....	92
	1. La nécessité d'une valeur.....	92
	2. Le choix du terme « valeur »	94
B.	L'indifférence quant à la valeur	96
	1. Le rôle illusoire de l'importance de la dépense	96
	2. Le rôle contestable de l'importance de la dépense	99
	a. Droit des régimes matrimoniaux	99
	b. Droit international de l'investissement.....	101

Section II : L'investissement est un acte juridique d'engagement d'une valeur	103
I. La nature de l'opération : un acte juridique	103
II. Le contenu de l'opération : l'engagement d'une valeur	106
A. Les termes rejetés	106
B. Le terme retenu	109

TITRE II L'INCERTITUDE DE L'ENRICHISSEMENT

Chapitre I : Une possibilité d'enrichissement

Section I : La qualification d'investissement implique une possibilité d'enrichissement	116
I. Le rôle de l'enrichissement dans la qualification	
A. La disqualification des actes insusceptibles de permettre un enrichissement	116
1. Relativisation de l'indifférence quant à la possibilité d'enrichissement	117
a. Exemples tirés de la législation de droit public	117
b. Exemples tirés de la jurisprudence de droit civil	119
2. Importance de la considération pour la possibilité d'enrichissement	122
a. Une prise en compte prépondérante	122
α. Le cas de l'investissement public	123
β. Le cas de l'investissement éthique	125
b. Une prise en compte nécessaire	128
B. La disqualification des actes exclusivement susceptibles d'empêcher un appauvrissement	129
1. Investissement et assurance	129
2. Investissement et recherche d'une économie	130
II. L'influence de la volonté sur la qualification	133
A. L'insuffisance de la seule possibilité d'enrichissement	133
B. La nécessité complémentaire d'une volonté d'enrichissement	134
Section II : Toute possibilité d'enrichissement n'autorise pas la qualification d'investissement	135
I. Spéculation et investissement	136
A. La spéculation envisagée comme l'anticipation d'une variation de cours	136
1. Autonomie de la notion	136
2. Autonomie du régime	140
B. La spéculation envisagée comme une opération à terme	142
1. Autonomie de la notion	143
2. Autonomie du régime	148

II.	Crédit et investissement.....	151
A.	L'assimilation du crédit à l'investissement en droit de l'investissement.....	152
1.	Les manifestations de l'assimilation.....	153
a.	L'exemple du contrat de prêt.....	153
b.	L'exemple du contrat de construction.....	156
2.	Les résistances à l'assimilation.....	160
a.	Une assimilation contestable.....	160
b.	Une assimilation contestée.....	165
B.	L'assimilation du crédit à l'investissement en droit financier.....	169
1.	Droit financier positif.....	169
a.	Constat.....	169
b.	Contestation.....	172
2.	Droit financier prospectif.....	174
Chapitre II : Une rémunération liée aux profits tirés de l'exploitation.....		179
Section I : L'investissement permet l'exercice d'une activité économique.....		179
I.	En matière de mouvements de capitaux.....	180
II.	En matière d'arbitrage cirdi.....	184
A.	Le critère de la contribution au développement économique.....	184
B.	Le critère du développement d'une activité économique.....	187
Section II : L'investissement suppose une rémunération fonction de l'exploitation.....		191
I.	Mise au jour.....	191
A.	La rémunération liée à l'activité en droit fiscal.....	192
B.	La rémunération liée à l'activité en droit de l'investissement.....	194
1.	Dans la convention de Washington.....	195
2.	Dans la convention de Séoul.....	198
II.	Mise en forme.....	199
A.	Le choix d'un modèle.....	199
1.	La source d'inspiration : la délégation de service public.....	200
2.	La raison d'être de l'inspiration : l'analogie.....	203
B.	La transposition du modèle.....	205
1.	L'abandon de l'adverbe « substantiellement ».....	206
2.	Le remplacement de l'expression « résultats de l'exploitation ».....	209

SECONDE PARTIE ÉLÉMENTS D'UN RÉGIME DE L'INVESTISSEMENT

TITRE I LA PROTECTION DU RETOUR SUR INVESTISSEMENT

Chapitre I : La préservation de l'environnement juridique de l'investissement

	de l'investissement	221
Section I :	La stabilisation du cadre légal.....	221
I.	S'extraire du lieu	223
A.	La délocalisation de la relation d'investissement conformément à la volonté des parties	224
1.	La loi d'autonomie puisée dans un ordre juridique interne ..	225
2.	La loi d'autonomie puisée dans l'ordre juridique international	227
a.	Les principes généraux du droit international	227
b.	La convention de Washington.....	229
B.	La délocalisation de la relation d'investissement en dépit de la volonté des parties	230
II.	Figurer le temps	233
A.	Les clauses de stabilisation	233
B.	Le standard de traitement juste et équitable	237
Section II :	La pérennisation du cadre contractuel.....	241
I.	L'investissement permet la durée	243
A.	L'accueil de l'investissement par le droit du travail	244
1.	L'investissement justifie l'atteinte à la liberté du travail	245
2.	L'investissement justifie l'atteinte à la liberté de circulation des travailleurs.....	250
B.	L'accueil de l'investissement par le droit de la concurrence.....	254
1.	L'investissement exclut l'atteinte à la concurrence	254
a.	La théorie des restrictions accessoires en droit de l'Union européenne	255
b.	Le bilan concurrentiel en droit français.....	256
2.	L'investissement excuse l'atteinte à la concurrence	258
a.	L'exemption de l'entente en droit de l'Union européenne	258
b.	L'exemption de la pratique anticoncurrentielle en droit français.....	260
II.	L'investissement impose la durée.....	265
A.	La prise en compte de l'investissement au stade de l'exécution du contrat	266
1.	L'hypothèse du contrat à durée déterminée	266
2.	L'hypothèse du contrat à durée indéterminée	267
B.	La prise en compte de l'investissement au stade de la formation du contrat	271

Chapitre II : La réservation de la valeur économique issue de l'investissement	275
Section I : La réservation par le droit de la responsabilité civile	276
I. L'existence d'un investissement, condition de la faute	278
A. Les certitudes relatives à l'exigence d'un investissement	278
1. Parasitisme des investissements et investissement	279
2. Parasitisme de la notoriété et investissement	283
B. Les doutes relatifs aux caractères de l'investissement exigé	284
1. Un investissement important	284
2. Un investissement récent	285
II. La captation de l'investissement, essence de la faute	286
A. Diversité de formes	286
1. La reproduction	287
2. La revente	290
B. Unité d'objet	291
1. Faiblesses de la conception du parasitisme comme instrument de concurrence	291
2. Pertinence de la conception du parasitisme comme instrument de réservation	293
Section II : La réservation par le droit de la propriété intellectuelle	295
I. L'adaptation des catégories juridiques existantes	297
A. L'assouplissement des conditions d'attribution d'un droit d'auteur ou d'un brevet	297
1. La notion d'activité inventive	297
2. La notion d'originalité	298
B. L'élargissement des effets liés à l'attribution d'un droit de marque	303
1. Les fonctions de la marque	303
2. Les fonctions de publicité et d'investissement	305
II. L'adjonction de catégories juridiques nouvelles	311
A. L'insuffisante prise en compte de l'investissement dans le droit de l'investissement immatériel de première génération	312
1. La caractérisation de l'existence du droit	312
2. La détermination de l'étendue du droit	315
B. La pleine prise en compte de l'investissement dans le droit <i>sui generis</i> des producteurs de bases de données	317
1. La caractérisation de l'existence du droit	317
2. La détermination de l'étendue du droit	321

TITRE II
L'ORGANISATION DES SUITES FINANCIÈRES DE L'INVESTISSEMENT

Chapitre I : Le bénéfice du retour sur investissement	329
Section I : Le partage entre investisseurs	329
I. La situation d'investissement collectif	330
A. Les contours de l'inégalité admise	330
1. La limitation de la majoration des dividendes	331
2. La prohibition des clauses léonines de bénéfices	332
B. Le contrôle de l'inégalité admise	334
1. Le contrôle a priori par les associés	334
2. Le contrôle a posteriori par le juge	336
a. Le détournement subreptice des bénéfices	336
b. La modification de la répartition des dividendes	338
II. La situation d'investissement successif	339
A. Le rachat d'un bien matériel ou immatériel	339
B. Le rachat de titres financiers	340
1. Antérieurement à la mise en distribution	340
2. Postérieurement à la mise en distribution	344
Section II : Le partage avec des tiers	346
I. La part des salariés	346
A. Le partage illusoire : la prime de partage des profits	347
B. Le partage véritable : la participation et l'intéressement	348
II. La part de l'époux	349
 Chapitre II : La charge du non-retour sur investissement	 353
Section I : La répartition entre investisseurs	353
I. La licéité de la garantie d'une rémunération minimale	354
II. La licéité de la garantie d'un rachat à prix minimal	356
A. Le passé	357
B. Le présent	358
C. L'avenir	362
Section II : Le transfert sur un tiers	364
I. L'atteinte à l'intégrité de la décision d'investissement	365
A. Le fait générateur	366
1. Le défaut d'information	366
a. Le silence légitime	366
b. Le silence fautif	370
2. Les défauts de l'information	373
a. Les défauts tenant à une négligence	373
b. Les défauts tenant à une insincérité	377
B. Le préjudice indemnisé	381
1. Le préjudice indemnisé <i>de lege lata</i>	382
a. L'inopportunité du recours à la perte de chance	382
b. L'incohérence dans le recours à la perte de chance	387

2.	Le préjudice indemnisé <i>de lege ferenda</i>	388
a.	L'unification de l'objet de la perte de chance	388
b.	L'abandon du recours à la perte de chance	390
II.	L'atteinte à la possibilité d'un retour sur investissement.....	392
A.	Le fait générateur	392
1.	L'expropriation indirecte en droit européen des droits de l'homme	393
2.	L'expropriation indirecte en droit international de l'investissement	397
B.	Le préjudice indemnisé	402
1.	L'indemnisation de l'expropriation en droit international de l'investissement	402
2.	L'indemnisation de l'expropriation en droit des marchés financiers	405
	Conclusion générale	411
	Bibliographie	415
	Index des matières	491
	Index des sources	501
	Table des matières	507